

## De nouvelles perspectives pour penser l'immigration sénégalaise

L'immigration est davantage devenue une issue individuelle et un signe de prestige social qu'une stratégie familiale.

Mercedes Jabardo

*Vous m'aviez promis que j'aurais du boulot,  
vous m'aviez promis que je n'aurais plus jamais faim,  
vous m'aviez promis de vraies occupations et un avenir,  
en vérité jusqu'ici je ne vois toujours rien.  
Voilà pourquoi j'ai décidé de fuir,  
voilà pourquoi je me casse en pirogue,  
je le jure ! Je ne peux rester ici une seconde de plus,  
mieux vaut mourir que de vivre dans de telles conditions*  
D.J. Awadi

Les paroles du rap de l'un des plus célèbres compositeurs sénégalais sont certainement éloquentes. Mais pas surprenantes. Personne ayant visité le Sénégal au cours des cinq dernières années ne serait surpris par la nouvelle dimension du phénomène de l'émigration. Ni par le désespoir, surtout montré par les jeunes, ou l'anxiété face à une issue qu'ils identifient toujours comme un rêve migratoire. Pour toute une génération de jeunes, en général, l'émigration est ainsi devenue comme l'Amérique que décrivait l'écrivaine Melania Mazzucco pour les italiens au début du XXe siècle : « Un endroit fabuleux et à la fois familier, où l'on suivait, avec le consentement des adultes, un rituel de passage, un rite d'initiation » (M. Mazzucco, *Vita*. Editions Península).

Le nouveau mécanisme d'entrée par les *cayucos* ne fait que renforcer ces parallélismes. Le risque que représente le voyage le rend, s'il en est, encore plus attrayant. Y parvenir en conditions hostiles renforce plus encore le prestige de ceux qui réussissent. Et le tenter est aujourd'hui pratiquement à la portée de n'importe qui. Ce nouveau secteur des communications, dans lequel s'est reconverti un secteur de la pêche en crise, fait considérablement baisser les coûts de l'émigration. Le prix du voyage, qui autrefois pouvait s'élever à 4 000 euros (ce que coûtait un visa et un billet aller-retour en avion), a chuté à 300 euros – ce que coûte une place dans l'un des *cayucos* qui entreprennent le voyage depuis la région de la Casamance jusqu'aux Canaries. Et la moyenne d'âge des passagers s'est vue diminuer, jusqu'à même frôler l'adolescence.

L'arrivée des *cayucos* sur les côtes espagnoles fait la lumière sur une immigration qui, malgré ses traits phénotypiques évidents et tangibles, était restée à moitié cachée au cours de la dernière décennie. Et ceci a permis de redécouvrir l'Afrique en tant que l'un des continents liés à l'Espagne à travers les flux migratoires. La conséquence en est les nouveaux liens et accords politiques mis en œuvre par le gouvernement espagnol avec plusieurs pays de l'Afrique occidentale, qui est la principale source d'expulsion de ce nouveau flux migratoire actuel.

En effet, dans ce récent phénomène que signifie l'ouverture des nouvelles routes de l'émigration africaine en Europe à travers le lien entre le Sénégal et les Canaries, et dans cette manière traditionnelle de voyager que sont les *cayucos*, deux faits méritent une analyse de fond.

En premier lieu, la consolidation d'un flux migratoire entre le Sénégal et l'Espagne, qui affirme que l'immigration sénégalaise est la plus significative et représentative de l'Afrique subsaharienne, en termes quantitatifs. Au cours du premier trimestre 2006, l'Espagne comptait 114 847 subsahariens titulaires d'un permis de séjour placé sous le régime général de la sécurité sociale. Entre janvier et septembre 2006, plus de 9 000 immigrants d'Afrique occidentale ont débarqué sur les côtes espagnoles. Parmi eux, plus de 80 % proviennent du Sénégal, qui devient ainsi non seulement le point de départ des nouvelles routes de l'émigration africaine, mais encore le pays présentant le plus grand nombre de citoyens émigrés (les sénégalais représentent la première nationalité

subsaharienne installée en Espagne : 28 544 personnes, dont 27 533 rattachées au régime général de la sécurité sociale, les autres relevant du régime communautaire en qualité de parents de citoyens espagnols ou de ressortissants de l'Union européenne – UE). Il est vrai que les pays d'Afrique occidentale, aujourd'hui dans la ligne de mire des médias et des autorités espagnoles, ont été pendant plusieurs décennies des lieux d'origine et de destination de l'un des courants migratoires les plus denses de tout le continent. Les flux entre le Burkina Fasso, la Côte d'Ivoire, la Guinée Bissau, le Mali, la Mauritanie, le Niger et le Sénégal ont été constants depuis la pénétration française et sa politique coloniale. L'attrait de l'agriculture commerciale, d'une part, et les lumières de la ville d'autre part, ont peu à peu transformé ces pays en lieu d'origine et de destination des migrations intercontinentales. Parmi eux, le Sénégal, la Côte d'Ivoire et le Nigeria se sont affirmés en tant que pays d'attraction de flux migratoires en Afrique occidentale (Zacariah et Condé, 1980). Le Nigeria et Dakar ont conservé cet attrait jusqu'à ce jour. Ils l'ont même renforcé, dans ces nouveaux contextes de migration transcontinentale. Pendant des décennies, Lagos a été un tremplin pour de nombreux immigrés d'Afrique Occidentale voulant passer en Europe. Aujourd'hui, alors que les routes d'accès ont changé, le Sénégal a pris le relais.

Le second fait à prendre en compte est la modification des modèles migratoires que l'on peut discerner à travers le nouveau profil des immigrés, non seulement en ce qui concerne leur âge (les premiers sénégalais arrivés en Espagne dans les années quatre-vingts étaient aussi assez jeunes) mais encore leurs attentes. Il ne s'agit pas d'une simple équation entre un pays qui n'offre rien et une issue qui permet de construire un avenir. « Mieux vaut mourir que de vivre dans de telles conditions » disent les paroles de ce rap, enregistrant les phrases répétées comme de véritables karmas par les jeunes sénégalais. C'est bien plus encore. Ces jeunes, à la différence des cohortes précédentes, ont intégré dans leur imaginaire un modèle de vie qu'ils ne peuvent pas trouver dans les rues des villes africaines, de plus en plus peuplées. Et surtout, ils revendiquent leur droit à l'atteindre. « Dans les rues de nos villes dépotoir – disait la penseuse malienne Aminata Traoré – déambulent des milliers de candidats au départ, que l'évolution économique du continent et du monde ont fait basculer dans le néant ». (Aminata Traoré, *La violación del imaginario*. Ed. Viento del Sur, 2004). Dans ce même texte, Aminata Traoré se lamentait que les jeunes puissent avoir perdu tout espoir en leur pays, en leur continent.

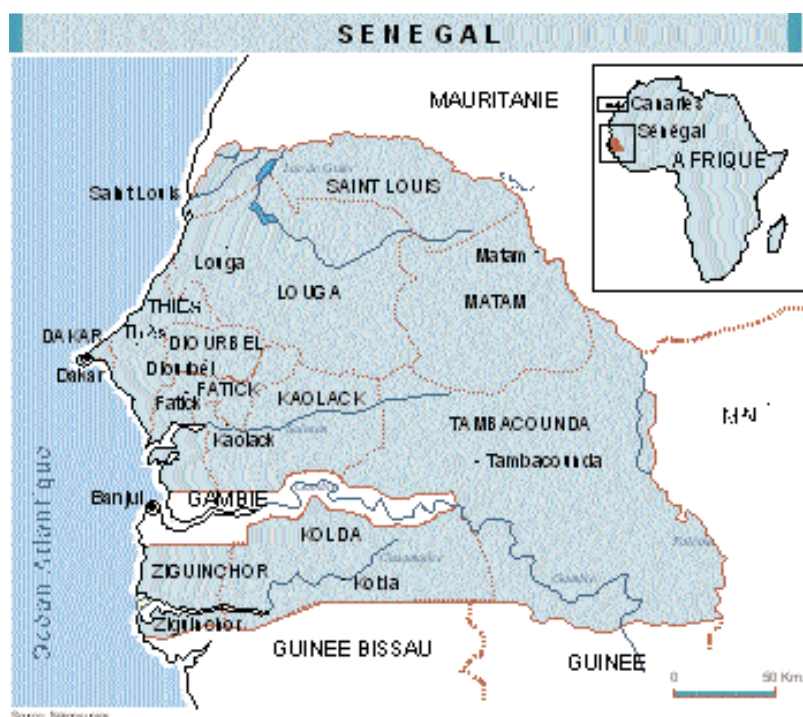
### La politique européenne d'immigration

**D**'où vient ce nouvel africain aussi détaché de l'avenir de son pays, aussi soucieux de sa propre survie ? Quand l'émigration s'est-elle transformée en un simple départ individuel ? Quand a-t-elle commencé à représenter, pour les émigrés, un peu plus

qu'une stratégie familiale ? Quand, en définitive, l'émigration est-elle devenue un signe de prestige ?

Tous ces changements ne sauraient s'expliquer depuis la seule perspective du continent africain. Certains revêtent leur véritable sens à travers la structuration des flux migratoires entre l'Afrique et l'UE. Nous commencerons avec le premier d'entre eux – probablement celui qui finit par expliquer tous les autres. Le moment auquel ont commencé à s'estomper les frontières entre une émigration plus qualifiée et une émigration professionnelle, et dont la politique migratoire européenne constitue le premier stade. Les restrictions à l'entrée des citoyens extracommunautaires depuis 1985, à travers la signature du Traité de Schengen, ont placé les ressortissants du continent africain dans une seule catégorie juridique : celle des illégaux ; simultanément, les nouveaux discours relatifs au multiculturalisme ont été redimensionnés en termes ethniques. Les différences entre une immigration qualifiée et une immigration professionnelle ont disparues sous ces catégories. Parallèlement, l'institutionnalisation de l'immigration dans les pays européens et les programmes d'aide à l'immigration mise en œuvre par des ONG et institutions locales ont contribué à pallier ces différences au lieu de destination. Tout ceci ajouté aux politiques migratoires qui, comme dans le cas espagnol, reliaient le contrôle des flux à la coopération au développement, et qui, ces dernières années, s'orientent vers ce que Sami Nair a défini comme co-développement. Dans le cas espagnol, le Fons Català de Cooperació a été la première institution à essayer d'adopter le co-développement comme meilleure stratégie pour développer le potentiel des immigrés en tant qu'agents du changement et médiateurs culturels entre leur lieu d'origine et la société de destination. « Le co-développement – d'après cette institution – tente de favoriser le rôle joué par les immigrés sur le développement de leur propre pays, tout en misant sur la coopération active des communautés d'origine ». Dans des pays comme le Sénégal, il n'est pas rare de compter sur la présence, dans les médias, d'ONG ou d'organismes municipaux qui visitent, font des donations et montent même des projets de développement dans les localités d'origine de certains de leurs immigrés. Normalement, ce sont eux qui jouent le rôle de passerelle entre ces institutions et leur communauté. Cela renforce leur prestige social et donne à l'émigration une dimension communautaire.

Aussi, l'institutionnalisation de l'immigration dans les pays de destination est-elle utilisée par les immigrés en termes de capital social, qu'ils traduisent dans leurs lieux d'origine en termes de prestige. La valeur de l'émigration s'en voit améliorée, puisqu'elle ne se traduit pas seulement en termes économiques et n'a pas une lecture uniquement familiale. Très récemment, il était encore possible de faire une distinction entre prestige social (ceux qui, du fait de leur haute position sociale, pouvaient rester dans leurs pays) et enrichissement rapide (ceux qui émigraient), mais les nouveaux liens qui se tissent dans les pays donateurs entre la migration et le développement commencent à ef-



facier également ces différences. Les émigrés traduisent leur situation économique en termes de position sociale.

Le lien entre l'émigration et le développement ne se limite pas à la capacité des émigrés à canaliser, en termes d'aide, leurs relations avec les ONG d'aide à l'immigration dans les pays d'accueil. Depuis l'article liminal de Staton Rusell, en 1986, concernant le rôle des remises sur le développement, la Banque mondiale, le Fonds monétaire international et un grand nombre des pays récepteurs d'aide et exportateurs de main d'œuvre, avec le Sénégal à leur tête, ont assumé le quotient de cette équation et en ont fait une interprétation intéressée. (« Remittances from international migration: a review in perspective », *World Development*, 1986). De fait, c'est à Dakar qu'a été fait le premier pas pour incorporer cette question pour le développement du continent africain, dans le cadre de la conférence africaine de 1998 avec la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique.

A ce jour, cela s'est traduit par la reconnaissance de la valeur des remises et, par extension, du capital culturel et social des émigrés (le Sénégal est le cinquième pays d'Afrique subsaharienne, après le Soudan, le Nigeria, l'Afrique du Sud et l'Ouganda, en termes de transferts). Une reconnaissance qui s'est traduite politiquement par la création du ministère des Affaires étrangères et des sénégalais à l'étranger et de son espace de débat social. La conférence internationale sur la participation des émigrés au développement de leurs pays d'origine, tenue à Dakar en 2000, a fait l'objet d'une vaste couverture médiatique, et nombre de ses approches ont été adoptées et assimilées par les intellectuels sénégalais.

Si l'on ajoute à cela la situation économique locale, et l'augmentation de l'écart économique entre les deux

rives du Détroit (le rapport entre les revenus par habitant du Sud et du Nord est passé de 1/10 en 1900 à 1/60 en 2000), et qu'on le traduit en valeur économique de l'émigration pour les familles (au Sénégal, les enquêtes sur le budget des ménages révélaient que les transferts réalisés par les émigrés couvraient de 30 % à 70 % du budget, parfois 80 % des besoins de la famille), on comprendra le rôle de l'émigration dans la société sénégalaise ; où pratiquement tous les niveaux – familial, communautaire et national – tournent autour du capital culturel, social ou économique des émigrés, que ce soit à travers des apports au budget familial, le développement d'un tissu social avec des organismes ou des citoyens occidentaux, le développement local ou les relations politiques à l'échelon international.

C'est peut-être là que réside l'une des difficultés de « communication » entre les gouvernements espagnol et sénégalais face à ce que l'on dénomme en Europe, avec

un certain euphémisme, « le contrôle des frontières ». Parce que même si dans les pays d'accueil, l'immigration est perçue comme un problème, dans ceux d'origine, on la voit plutôt comme une solution. Un fait qui s'est même vu renforcé par le nouveau et récent flux migratoire, qui a introduit une nouvelle image de l'émigration dans l'imaginaire sénégalais. La publicité que les médias espagnols ont donné au phénomène et la lecture que les journaux sénégalais – extraordinairement combatifs et très critiques avec leur gouvernement – en ont fait, en soulignant l'héroïsme des jeunes, ont contribué sans aucun doute à l'incorporation d'un nouveau segment de la population à l'émigration. Les restrictions juridiques à l'entrée légale d'immigrés qui ont été imposées par les pays européens avaient segmenté les formes d'accès en deux types : ceux auxquels l'émigration donnait du prestige, qui coïncidaient avec ceux qui avaient accès à un visa, soit parce qu'ils disposaient d'un réseau établi en Europe, soit parce qu'ils possédaient le capital nécessaire pour en acquérir un, et les désespérés, qui finissaient par adopter des solutions plus économiques mais aussi plus risquées, comme les *cayucos*.

Le caractère aventurier et quelquefois héroïque avec lequel on présente ceux qui rejoignent les côtes espagnoles en *cayuco* ouvre un nouveau segment qui ne répond plus à aucune des catégories précédentes. La motivation n'est plus le désespoir familial. Le défi est aujourd'hui de tout autre type. Plus centré sur l'individu. Il ne s'agit plus de contribuer à l'économie familiale. Il s'agit de changer de vie. Et ce changement, toute personne qui réunit les 300 euros que lui coûte le voyage peut y accéder. Un défi accessible aux jeunes citoyens. ■